

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyistes
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France
01 49 91 44 83
cermtri@wanadoo.fr
cermtri.com
trotsky.com.fr

“Et maintenant ? La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne” Léon Trotsky (janvier 1932)

Contre le fascisme, la seule voie :
le front unique ouvrier

HEBDOMADAIRE (3^e ANNEE. — N° 108. LE NUMERO : 0.50 SAMEDI 26 DECEMBRE 1931.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

COMBAT OU CAPITULATION ?

Nous publions aujourd'hui une lettre du camarade Trotsky aux membres du P. C. allemand. Mais elle s'adresse aussi à tous les communistes de l'Internationale. En 1917, quand ceux qui occupent

FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE LE FASCISME

En quoi consiste l'erreur de la politique d'aujourd'hui du P. C. A. ?

Lettre à l'ouvrier communiste allemand, membre du P. C. A.

Par L. TROTSKY

L'Allemagne traverse maintenant une de ces grandes heures historiques dont dépend le sort du peuple allemand, le sort de l'Europe et, dans une grande mesure, le sort de l'humanité entière pour des décades. Si l'on pose une sphère sur le sommet d'une pyramide elle peut, d'une légère poussée, rouler soit à gauche soit à droite. C'est d'une telle situation que l'Allemagne s'approche maintenant d'heure en heure. Il y a des forces qui veulent que la sphère roule à droite et brise le dos de la classe ouvrière. Il y a des forces qui veulent que la sphère

l'adversaire endormi le coup mortel. Il est très possible que la soumission de Hitler au parlementarisme démocratique doive en outre aider à réaliser dans le temps le plus rapproché une certaine coalition dans laquelle les fascistes s'empareront des postes les plus importants et les utiliseront à leur tour pour un coup d'Etat. Car il est tout à fait évident que la coalition, disons du centre avec les fascistes, serait non pas une étape vers une résolution démocratique de la question, mais une marche vers le coup d'Etat dans les conditions les

politique du Comité Central du Parti Communiste allemand, en partie consciemment, en partie inconsciemment, part de la reconnaissance de l'inévitabilité de la victoire fasciste. En fait, dans l'appel du 29 novembre pour l'unité du front rouge, le Comité Central du Parti Communiste allemand part de cette idée que l'on ne peut pas vaincre le fascisme sans avoir préalablement vaincu la social-démocratie. Cette même idée, Thaelman la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste ? A la mesure historique, cela est absolu-

Contre-offensive

C'est ce que préconise la direction du Parti face à l'offensive acharnée du capitalisme. Mais, incapable d'élaborer une juste politique, elle se borne à des phrases et, devant le néant de son bilan, pour se justifier auprès des ouvriers, elle se lance dans une offensive... contre le « trotskysme ». C'est plus simple à mener, mais cela ne renforce guère les positions du prolétariat. Les injures, les calomnies ne nous effraient pas.

Non seulement nous riposterons coup pour coup, mais nous aussi passerons à l'offensive en obligeant les bureaucraties à s'expliquer sur la question allemande. Chaque membre du Parti, chaque sympathisant doit être touché par notre propagande. Chacun de nos lecteurs, chacun de ceux qui comprennent la gravité de la situation doivent se sentir mobilisés pour faire prendre conscience au Parti de ses responsabilités.

Un des moyens les plus efficaces consiste dans la diffusion de notre organe. Il faut nous aider à assurer sa parution hebdomadaire; l'organisation trop restreinte et dont les membres ont été fortement atteints par le chômage, ne peut y suffire. Qu'immédiatement des efforts soient faits. De plus, il faut répandre au maximum le numéro précé-

● Chapitre 4

Les zigzags des staliniens dans la question du front unique

Contre le fascisme, on peut s'allier avec le diable et sa grand-mère

L'ancienne social-démocrate Torchors (Düsseldorf), qui est passée au Parti communiste, dit dans un rapport officiel qu'elle prononça au nom du parti à Francfort vers la mi-janvier : « *Les chefs social-démocrates sont déjà suffisamment démasqués, et manœuvrer en ce sens en leur proposant l'unité au sommet n'est qu'un gaspillage d'énergie.* » Nous citons d'après le journal communiste de Francfort qui couvre de louanges ce rapport. « *Les chefs social-démocrates sont déjà suffisamment démasqués.* » Suffisamment pour l'oratrice, qui est passée de la social-démocratie au Parti communiste (ce qui, bien sûr, est tout à son honneur), mais insuffisamment pour les millions d'ouvriers qui votent pour la social-démocratie et tolèrent à leur tête la bureaucratie réformiste des syndicats.

Cependant, il est inutile de se référer à un rapport isolé. Dans le dernier des appels du *Rote Fahne* (28 janvier) qui m'est parvenu, il est à nouveau démontré qu'il n'est admissible de créer le front unique que contre les chefs de la social-démocratie et sans eux. Pourquoi ? Parce que « *personne de ceux qui ont vécu et supporté les actions de ces "chefs" pendant ces dix-huit dernières années ne les croira* ». Mais que faire, demandons-nous avec ceux qui sont venus à la politique depuis moins de dix-huit ans et même depuis moins de dix-huit mois ? Depuis le début de la guerre, de nouvelles générations politiques ont grandi ; elles doivent faire elles-mêmes l'expérience de la génération aînée, ne serait-ce qu'à une échelle extrêmement réduite. « Il s'agit justement, enseignait Lénine aux ultragauches, de *ne pas croire* que ce qui a fait son temps *pour nous*, a fait son temps *pour la classe*, a fait son temps *pour les masses*. » (1) Mais l'ancienne génération social-démocrate, qui a fait l'expérience de ces dix-huit années, n'a absolument pas rompu avec ses chefs. Au contraire, c'est précisément dans la social-démocratie que restent beaucoup de « vieux », liés au parti par de fortes traditions. Il est regrettable, évidemment, que les masses mettent tant de temps à faire leur apprentissage. Mais dans une large mesure la faute en incombe aux « pédagogues » communistes, qui n'ont pas su démasquer concrètement la nature criminelle du réfor-

misme. Il faut, au moins, tirer profit de la nouvelle situation, alors que l'attention des masses est concentrée au plus haut point sur le danger mortel, pour soumettre les réformistes à une nouvelle épreuve qui sera, peut-être, cette fois-ci décisive.

Sans cacher ni modérer en rien notre opinion sur les chefs de la social-démocratie, nous pouvons et nous devons dire aux ouvriers social-démocrates : « *Comme, d'un côté, vous êtes d'accord pour vous battre avec nous, et que, de l'autre, vous ne voulez pas encore rompre avec vos chefs, voilà ce que nous vous proposons : obligez-les à entreprendre une lutte commune avec nous pour telles et telles tâches pratiques, par tels et tels moyens ; en ce qui nous concerne, nous, communistes, sommes prêts.* » Que peut-il y avoir de plus simple, de plus clair, de plus convaincant que cela ?

C'est précisément dans ce sens que j'écrivais — avec l'intention délibérée de susciter l'effroi sincère ou l'indignation feinte des imbéciles et des charlatans — que, dans la lutte contre le fascisme, nous étions prêts à conclure des accords pratiques militants avec le diable, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Zörgiebel (2).

1. Lénine, *op. cit.* ainsi que les extraits suivants.

2. Karl Zörgiebel (1878-1961) et Gustav Noske (1868-1946) se sont illustrés dans la répression du mouvement ouvrier allemand. Le premier, social-démocrate, est préfet de police à Berlin en 1929. Il interdit les manifestations du 1^{er} mai, mais le Parti communiste (KPD) maintient l'appel à manifester. La mobilisation est peu importante mais la police réprime les manifestants avec une violence meurtrière. C'est le début de trois jours d'émeutes pendant lesquels la police abat plus de 30 personnes, en blesse 200 et en arrête 1 200. Le second, ministre social-démocrate du gouvernement provisoire, dirige la répression par l'armée de la révolution des conseils ouvriers. C'est à Berlin en janvier 1919, pendant la « semaine sanglante », que Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont arrêtés et exécutés.

Note de Léon Trotsky : *La revue française Les Cahiers du bolchevisme, la plus stupide et la plus ignorante de toutes les productions de la bureaucratie stalinienne, s'est emparée avidement de l'allusion à la grand-mère du diable, évidemment sans se douter le moins du monde qu'elle a dans la littérature marxiste une très longue histoire. L'heure est proche, espérons-le, où les ouvriers révolutionnaires expédieront à la grand-mère mentionnée ci-dessus leurs professeurs ignares et de mauvaise foi, pour qu'ils y fassent leur apprentissage.*

Le parti officiel viole lui-même à chaque pas sa position figée. Dans ses appels à un « front unique rouge » (avec lui-même), il avance invariablement la revendication de « liberté illimitée des manifestations, des réunions, des coalitions et de la presse prolétariennes ». C'est un mot d'ordre absolument juste. Mais dans la mesure où le Parti communiste parle de journaux, de réunions, etc., *prolétariens* et non pas seulement communistes, il avance en fait le mot d'ordre de front unique avec la social-démocratie elle-même, qui édite des journaux ouvriers, convoque des assemblées, etc. Le comble de l'absurdité est d'avancer des mots d'ordre politiques, qui contiennent l'idée de front unique avec la social-démocratie, et de refuser les accords pratiques pour se battre sur ces mots d'ordre.

Münzenberg* (3), chez qui se disputent la ligne générale et le bon sens mercantile, écrivait en novembre dans *Der rote Aufbau* (4) : « *Il est vrai que le national-socialisme est l'aile la plus réactionnaire, la plus chauvine et la plus féroce du mouvement fasciste en Allemagne, et qu'effectivement, tous les cercles de gauche (!) ont le plus grand intérêt à s'opposer au renforcement de l'influence et de la puissance de cette aile du fascisme allemand.* » Si le parti de Hitler* est l'aile « la plus réactionnaire, la plus féroce », le gouvernement Brüning est donc moins féroce et moins réactionnaire. Münzenberg en arrive ici à pas de loup à la théorie du « moindre mal ». Pour sauver les apparences d'orthodoxie, Münzenberg distingue différentes sortes de fascisme : le léger, le moyen et le fort, comme s'il s'agissait de tabac turc. Mais si tous les « cercles de gauche » (et quels sont leurs noms ?) sont intéressés à la victoire sur le fascisme, ne serait-il pas nécessaire de soumettre ces « cercles de gauche » à une épreuve pratique ?

N'est-il pas clair qu'il fallait s'emparer immédiatement de la proposition diplomatique et équivoque de Breitscheid (5), en avançant de notre côté un programme pratique, concret et bien élaboré, de lutte commune contre le fascisme, et en exigeant une réunion commune des directions des deux partis, avec la participation de la direction des syndicats libres ? En même temps, il fallait diffuser énergiquement ce programme, à tous les niveaux des deux partis et dans les masses. Les négociations auraient dû se dérouler sous les yeux du peuple entier : la presse aurait dû en donner un compte rendu quotidien, sans exagérations ni inventions absurdes. Les ouvriers sont infiniment plus réceptifs à une telle agitation concrète qui frappe juste, qu'aux glapissements continuels sur le thème du « social-fascisme ». Si on avait posé le problème de cette manière, la social-démocratie n'aurait pas pu, même un seul instant, se cacher derrière le décor en carton du « front de fer ».

La maladie infantile du communisme, "le gauchisme" : relisez Lénine !

Relisez *La maladie infantile du communisme*, « *le gauchisme* » : c'est aujourd'hui le livre le plus actuel. C'est précisément à propos de situations analogues à celle que nous avons aujourd'hui en Allemagne que

Lénine parle — nous citons textuellement — de la « *nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louver, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever, et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre.* »

Or quelle est l'attitude du Parti communiste ? Dans ses journaux, il répète quotidiennement que pour lui seul est acceptable « *le front unique qui sera dirigé contre Brüning, Severing, Leipart, Hitler* et leurs semblables* ». (6) Face au soulèvement prolétarien, il n'y a pas de doute qu'il n'aura aucune différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler. Les socialistes révolutionnaires (SR) et les mencheviks se sont alliés aux cadets et aux korniloviens contre le soulèvement des bolcheviks en octobre : Kerenski conduisait sur Petrograd le général cosaque cent-noirs, Krasnov, les mencheviks soutenaient Kornilov et Krasnov, les socialistes révolutionnaires organisaient le soulèvement des *Junkers* sous la direction d'officiers monarchistes (7).

Mais cela ne signifie absolument pas que Brüning, Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les conditions au même camp. Maintenant, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question est, en ce moment, moins de défendre les fondements de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne, que de défendre le système bourgeois semi-parlementaire contre le fascisme. Ce serait une très grande bêtise que de refuser d'utiliser cet antagonisme.

3. Willi Münzenberg (1887-1940), membre du KPD, est en 1931, un des responsables de l'Internationale communiste. Voir Biographies.

4. *Der rote Aufbau* (*La Construction rouge*), organe théorique du Secours Ouvrier International, est un « Mensuel de politique, d'économie, de politique sociale et du mouvement ouvrier », dont Willi Münzenberg est l'éditeur.

5. En novembre 1931, le député social-démocrate Rudolf Breitscheid propose dans une intervention au Parlement une alliance des social-démocrates et des communistes pour barrer la voie aux nazis. Les staliniens qualifient cette proposition de « manœuvre du social-fascisme ».

6. Carl Severing (1875-1952), membre du parti social-démocrate (SPD), est ministre de l'Intérieur de la Prusse de 1920 à 1926 et de 1928 à 1932, et ministre de l'Intérieur du Reich de 1928 à 1930. Theodor Leipart (1867-1947), également social-démocrate, est le président de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB).

7. Les socialistes révolutionnaires (SR, implantés dans la paysannerie) et les menchevik (social-démocrates, réformistes, hostiles à la révolution) se sont alliés au parti bourgeois, le parti « cadet » (Parti KD, c'est-à-dire constitutionnel démocrate, orthographié par dérision Cadet) et aux *Junkers* (le terme s'applique aux étu-diants des écoles de formation des officiers). Les Cent-noirs, apparus après la révolution de 1905, sont des groupes monarchistes, antisémites et contre-révolutionnaires, alliés au pouvoir tsariste, utilisant des méthodes terroristes (pogroms, meurtres politiques).

« Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale..., écrivait Lénine dans *La Maladie infantile, et renoncer a priori à l'ouïer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ?* » Nous citons à nouveau textuellement : les mots entre parenthèses soulignés par nous sont de Lénine.

Et plus loin : « *On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis.* » Que font Thaelmann* et Remmele* dirigés par Manouïlsky* ? La fissure entre la social-démocratie et le fascisme — et quelle fissure ! —, ils essaient de toutes leurs forces de la colmater à l'aide de la théorie du social-fascisme et de la pratique de sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque « *possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain.* » Regardez, prophètes de la nouvelle école stalinienne : il est dit ici clairement et précisément, que vous n'avez rien compris au marxisme. Cela, c'est Lénine qui l'a dit de vous : accusez réception !

Le fascisme, question de vie ou de mort

Mais sans victoire sur la social-démocratie, rétorquent les staliniens, il ne peut y avoir de victoire sur le fascisme. Cela est-il vrai ? Dans un certain sens c'est vrai. Mais le théorème inverse est également vrai : la victoire sur la social-démocratie italienne est impossible sans victoire sur le fascisme italien. Le fascisme de même que la social-démocratie sont les instruments de la bourgeoisie. Tant que dominera le capital, la social-démocratie et le fascisme continueront à exister dans différentes combinaisons. Ainsi tous les problèmes se réduisent à un seul dénominateur : le prolétariat doit renverser le régime bourgeois.

Mais c'est précisément aujourd'hui, alors que ce régime chancelle en Allemagne, que le fascisme vient à sa rescousse. Pour mettre à bas ce défenseur, il faut, nous dit-on, en finir au préalable avec la social-démocratie... Un schématisme aussi figé nous place dans un cercle vicieux. On ne peut en sortir que sur le terrain de l'action. Le caractère de l'action est déterminé non par le jeu de catégories abstraites, mais par les rapports réels des forces historiques vivantes.

Non, rabâchent les fonctionnaires, liquidons « d'abord » la social-démocratie. Par quel moyen ? C'est très simple : en donnant l'ordre aux organisations du parti de recruter dans tel délai cent mille nouveaux membres. De la pure propagande au lieu de la lutte politique, un plan de bureaucrate à la place d'une

stratégie dialectique. Et si le développement réel de la lutte de classe posait dès aujourd'hui à la classe ouvrière la question du fascisme, comme une question de vie ou de mort ? Il faut alors que la classe ouvrière tourne le dos au problème, il faut l'endormir, il faut la convaincre que la lutte contre le fascisme est une tâche secondaire, que cette tâche peut attendre, qu'elle se résoudra d'elle-même, que le fascisme domine déjà en fait, que Hitler n'apportera rien de nouveau, qu'il ne faut pas avoir peur de Hitler, que Hitler fraye seulement la voix aux communistes.

C'est peut-être une exagération ? Non, c'est l'idée directrice véritable et évidente des chefs du Parti communiste. Ils ne la poussent pas toujours jusqu'au bout. Lorsqu'ils sont confrontés aux masses, ils font souvent machine arrière sur leurs dernières conclusions, amalgamant différentes positions, embrouillant les ouvriers et s'embrouillant eux-mêmes mais chaque fois qu'ils essaient de s'en sortir, ils partent de la victoire inévitable du fascisme.

Le 14 octobre de l'année dernière, Remmele, l'un des trois chefs officiels du Parti communiste, déclarait au Reichstag : « C'est M. Brüning lui-même qui a dit très clairement : quand ils (les fascistes) seront au pouvoir, le front unique du prolétariat se réalisera et balayera tout. » (*bruyants applaudissements sur les bancs communistes.*) Que Brüning cherche à effrayer la bourgeoisie et la social-démocratie par une telle perspective, c'est compréhensible : il défend son pouvoir. Que Remmele console les ouvriers avec cette perspective, c'est une honte : il prépare le pouvoir de Hitler, car toute cette perspective est radicalement fautive et témoigne d'une incompréhension totale de la psychologie des masses et de la dialectique de la lutte révolutionnaire. Si le prolétariat d'Allemagne, qui est aujourd'hui le témoin direct de tous les événements, laisse les fascistes accéder au pouvoir, c'est-à-dire fait preuve d'un aveuglement et d'une passivité absolument criminelles, il n'y a décidément aucune raison de compter sur le fait qu'après l'arrivée des fascistes au pouvoir, le même prolétariat secouera sa passivité et « balayera tout » : en tous les cas, ce n'est pas ce qui s'est passé en Italie. Remmele raisonne entièrement dans l'esprit des phraseurs français petit bourgeois du XIX^e siècle, qui faisaient preuve d'une incapacité totale à entraîner les masses à leur suite, mais qui, par contre, étaient fermement convaincus que, lorsque Louis Bonaparte (8) prendrait la tête de la République, le peuple se lèverait sans attendre pour les défendre et « balayerait tout ». Cependant

8. Louis Napoléon Bonaparte (1808-1873), président de la II^e République française de 1850 à 1852, devint, par le coup d'État du 2 décembre 1851, empereur des Français jusqu'en 1870 sous le nom de Napoléon III. L'utilisation du terme bonapartisme a été inspirée par Napoléon 1^{er} et Napoléon III, son neveu, et consacré par Karl Marx dans son ouvrage *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*. La bourgeoisie est contrainte, pour conserver le pouvoir de « tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un "sauveur" couronné » (Trotsky, 1838).

le peuple, qui avait laissé l'aventurier Louis Bonaparte accéder au pouvoir, s'avéra, évidemment, incapable de le balayer ensuite. Il fallut pour cela de nouveaux événements importants, des secousses historiques, y compris la guerre.

**“Les fascistes ne nous effraient pas”,
“Nous sommes les vainqueurs de
demain” (Remmele, dirigeant stalinien)**

Le front unique du prolétariat, pour Remmele, n'est réalisable, nous l'avons vu, qu'après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Peut-il y avoir d'aveu plus pitoyable de sa propre carence ? Puisque nous, Remmele et C^e, sommes incapables d'unir le prolétariat, nous chargeons Hitler de cette tâche. Quand il aura un jour nous le prolétariat, nous nous montrerons dans toute notre force. Puis vient une déclaration fanfaronne : « *Nous sommes les vainqueurs de demain, et la question n'est déjà plus : qui écrasera qui ? Cette question est déjà résolue* (applaudissements sur les bancs communistes). *Il n'y a plus qu'une seule question : à quel moment renverserons-nous la bourgeoisie ?* » Rien que ça ! On appelle cela, en russe, toucher le ciel du doigt. Nous sommes les vainqueurs de demain. Pour cela, il ne nous manque plus aujourd'hui que le front unique.

Hitler nous le donnera demain, quand il arrivera au pouvoir. Donc le vainqueur de demain ne sera pas Remmele, mais Hitler. Mais alors, mettez-vous ça dans la tête : l'heure de la victoire des communistes n'est pas près de sonner.

Remmele sent lui-même que son optimisme boite de la jambe gauche et il essaie de la consolider. « *Ces messieurs les fascistes ne nous effraient pas, ils s'useront plus vite que n'importe quel autre gouvernement* (« tout à fait vrai », sur les bancs des communistes). » La preuve : les fascistes veulent l'inflation du papier monnaie, et c'est la ruine pour les masses populaires ; par conséquent, tout s'arrangera on ne peut mieux. C'est ainsi que l'inflation verbale de Remmele égare les ouvriers allemands.

Nous avons ici le discours programmatique d'un chef officiel du parti, édité en un grand nombre d'exemplaires et qui doit servir à la campagne d'adhésions du Parti communiste : un formulaire tout prêt d'adhésion au parti est imprimé à la fin du discours. Ce discours programmatique est entièrement construit sur la capitulation devant le fascisme. « Nous ne craignons pas » la venue de Hitler au pouvoir. Mais c'est en fait une formule inversée de lâcheté. « Nous » ne nous considérons pas comme capable d'empêcher Hitler d'arriver au pouvoir ; pire : nous, bureaucrates, sommes tellement pourris, que nous n'osons pas envisager sérieusement la lutte contre Hitler. C'est pourquoi, « nous n'avons pas peur ». De quoi n'avez-vous pas peur : de la lutte contre Hitler ? Non, ils n'ont pas peur... de la victoire de Hitler. Ils n'ont pas peur de se soustraire au combat. Ils n'ont pas peur de reconnaître leur propre lâcheté. Honte, trois fois honte ! Dans l'une de mes dernières bro-

chures, j'écrivais que la bureaucratie stalinienne se préparait à tendre un piège à Hitler... sous la forme du pouvoir d'État. Les plumitifs communistes, qui vont de Münzenberg à Ullstein et de Mosse (9) à Münzenberg, déclarèrent immédiatement : « Trotsky calomnie le Parti communiste. » N'est-ce pas clair : par hostilité pour le communisme, par haine pour le prolétariat allemand, par désir ardent de sauver le capitalisme allemand, Trotsky attribue à la bureaucratie stalinienne un plan de capitulation. En fait, je n'ai fait que résumer le discours programmatique de Remmele et l'article théorique de Thaelmann. Où est donc la calomnie ?

Thaelmann et Remmele restent en cela pleinement fidèles à l'évangile stalinien. Rappelons encore une fois ce que Staline * enseigna à l'automne 1923, alors qu'en Allemagne tout se tenait, comme aujourd'hui, sur le fil du rasoir : « *Les communistes, écrivait Staline à Zinoviev* et Boukharine*, doivent-ils s'efforcer (au stade actuel) de s'emparer du pouvoir sans la social-démocratie, sont-ils déjà mûrs pour cela — voilà, d'après moi, le fond de la question... Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes le ramassent, ils s'effondreront avec éclat. Cela “dans le meilleur” des cas. Et dans le pire, ils seront mis en pièces et rejetés... Évidemment, les fascistes veillent, mais il est plus avantageux pour nous que les fascistes attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes... À mon avis, il faut retenir les Allemands, et non les encourager.* »

Dans sa brochure sur la Grève de masse, Langner (10) écrit : « *L'affirmation (de Brandler*), selon laquelle la lutte d'octobre (1923) aurait amené une “défaite décisive”, n'est rien d'autre qu'une tentative d'enjoliver les erreurs opportunistes et la capitulation opportuniste sans combat.* » (p. 101.) C'est tout à fait vrai. Mais qui fut donc l'instigateur de « la capitulation sans combat » ? Qui « retenait » au lieu d'« encourager » ? En 1931, Staline ne fit que développer sa formule de 1923 : que les fascistes prennent le pouvoir, ils ne feront que nous frayer la route. Évidemment, il est beaucoup moins dangereux d'attaquer Brandler que Staline : les Langner le savent bien...

**Organiser la résistance au fascisme :
passer de la parole aux actes !**

Il est vrai que ces deux derniers mois — et les protestations résolues de la gauche n'y sont pas pour rien — un certain changement est intervenu : le Parti communiste ne dit plus que Hitler doit prendre le pouvoir pour s'épuiser rapidement ; aujourd'hui, il insiste plus sur l'aspect opposé de la question : il ne

9. Leopold Ullstein (1826-1899) et Rudolf Mosse (1843-1920) sont des éditeurs allemands.

10. Paul Langner (1896-1935) est, en 1929, chargé du bureau de presse du Comité central du Parti communiste d'Allemagne (KPD). Très critique à l'égard de Thaelmann, président du Parti, il est sanctionné comme partisan du groupe Neumann-Remmele en 1932.

faut pas remettre la lutte contre le fascisme à l'arrivée de Hitler au pouvoir ; il faut mener la lutte maintenant, en soulevant les ouvriers contre les décrets de Brüning (11), en élargissant et en approfondissant la lutte dans l'arène économique et politique. C'est tout à fait juste. Tout ce que disent les représentants du Parti communiste dans ce cadre est incontestable. Sur ce point il n'y a pas de désaccord entre nous. Mais il reste tout de même la question principale : comment passer des paroles aux actes ?

La majorité écrasante des membres du parti et une partie importante de l'appareil — nous n'en doutons nullement — veulent sincèrement la lutte. Mais il faut regarder la réalité en face : cette lutte n'existe pas, on ne la voit pas venir. Les décrets de Brüning sont passés impunément. La trêve de Noël ne fut pas rompue. La politique de grèves partielles improvisées, à en juger les comptes rendus qu'en donne le Parti communiste lui-même, n'a pas donné de résultat sérieux jusqu'à maintenant. Les ouvriers le voient. On ne peut pas les convaincre par un seul cri.

Le Parti communiste rejette sur la social-démocratie la responsabilité de la passivité des masses. Historiquement, c'est incontestable. Nous ne sommes pas des historiens, mais des militants politiques révolutionnaires. Il ne s'agit pas de recherches historiques, mais des moyens permettant de sortir de l'impasse.

Le SAP, qui au début de son existence posait de manière formelle (particulièrement dans les articles de Rosenfeld et de Seydewitz (12) la question de la lutte contre le fascisme et faisait coïncider la contre-attaque avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, a fait un certain pas en avant. Sa presse exige maintenant qu'on organise rapidement la résistance au fascisme, en soulevant les ouvriers contre la famine et le joug policier. Nous reconnaissons volontiers que le changement dans la position du SAP s'est produit sous l'influence de la critique communiste : l'une des tâches du communisme consiste à faire avancer le centrisme en critiquant son caractère hybride. Mais cela est insuffisant : il faut utiliser politiquement les fruits de cette critique, en proposant au SAP de passer des paroles aux actes. Il faut soumettre le SAP à une épreuve pratique, publique et claire : non en interprétant des citations isolées — cela ne saurait suffire — mais en proposant de se mettre d'accord sur des moyens pratiques précis de résistance. Si le SAP révèle sa carence, l'autorité du Parti communiste en sortira renforcée, et le parti intermédiaire sera rapidement liquidé. Qu'y a-t-il à craindre ?

Il n'est cependant pas vrai que le SAP ne veut pas se battre sérieusement. Il y a en lui plusieurs tendances. Aujourd'hui, dans la mesure où l'affaire se résume à une propagande abstraite pour le front unique, les contradictions internes sommeillent. Quand on passera à la lutte, elles resurgiront. Seul le Parti communiste peut y gagner.

Mais il reste encore la question principale : celle de la social-démocratie (SPD). Si elle rejette les propositions pratiques que le SAP a acceptées, cela créera

une nouvelle situation. Les centristes, qui voudraient se maintenir à égale distance du Parti communiste et de la social-démocratie, récriminer contre l'un ou contre l'autre et se renforcer sur le compte des deux (telle est la philosophie que développe Urbahns*) (13), se retrouveraient immédiatement suspendus dans le vide, car il deviendrait manifeste que c'est précisément la social-démocratie qui sabote la lutte révolutionnaire. N'est-ce pas un sérieux avantage ? Les ouvriers du SAP tourneraient alors résolument leurs regards du côté du Parti communiste.

Mais le refus de Wels et C^{ie} d'accepter le programme d'action accepté par le SAP, ne passerait pas impunément, même pour la social-démocratie. Le *Vorwärts* perdrait immédiatement la possibilité de se plaindre de la passivité du Parti communiste. L'attraction pour le front unique grandirait aussitôt chez les ouvriers social-démocrates. Et cela équivaldrait à une attraction pour le Parti communiste. N'est-ce pas clair ?

À chacune de ces étapes et à chacun de ces tournants, le Parti communiste découvrirait de nouvelles possibilités. Au lieu de la répétition monotone des mêmes formules toutes faites, devant le même auditoire, il gagnerait la possibilité de mobiliser de nouvelles couches, de les instruire sur la base de l'expérience vivante, de les tremper et de renforcer son hégémonie dans la classe ouvrière.

Il ne peut y avoir de discussion sur le fait que le Parti communiste renonce dans le même temps à la direction indépendante de grèves, de manifestations, de campagnes politiques. Il garde sa pleine liberté d'action. Il n'attend personne.

Mais sur la base de ses actions, il manœuvre activement en direction des autres organisations ouvrières, détruit le cloisonnement parmi les ouvriers, fait apparaître au grand jour les contradictions du réformisme et du centrisme, fait progresser la cristallisation révolutionnaire dans le prolétariat.

11. Voir la note 8 p. 10.

12. Kurt Rosenfeld (1877-1943), avocat, social-démocrate allemand, fait partie en 1917 de ceux qui, rompant avec le SPD, fondent le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD). En 1922, il réadhère au SPD. En 1931, il est l'un des six membres de l'aile gauche du SPD expulsés du parti pour « manquement à la discipline du parti ». Au centre du désaccord, la décision de la direction du parti de « tolérer » le gouvernement Brüning, de « stabiliser l'État chancelant » au prétexte d'empêcher la victoire des nazis (théorie du « moindre mal »). Il fonde alors le Parti socialiste ouvrier (SAP). En 1934, il adhère au Parti communiste allemand stalinisé.

Max Seydewitz (1892-1987) suit le même parcours : député social-démocrate en 1924, il rejoint son aile gauche qui donnera naissance au Parti socialiste ouvrier (SAP) en 1931. À l'arrivée des nazis au pouvoir, en 1933, il s'exilera. En 1938, il adhèrera au Parti communiste d'Allemagne, position rendue publique dans son livre *Trotsky ou Staline : L'URSS et le trotskisme : une étude historique*.

13. Hugo Urbahns (1890-1946), adhère au KPD dès sa fondation en 1919, est membre du comité central et milite dans l'aile gauche du parti. Voir Biographies.

● Chapitre 5

Rappel historique sur la question du front unique

Les considérations sur la politique de front unique découlent des nécessités à ce point fondamentales et impératives de la lutte *classe contre classe* (dans le sens marxiste et non bureaucratique de ces mots), qu'il est impossible de lire sans rougir d'indignation et de honte, les objections de la bureaucratie stalinienne. On peut expliquer quotidiennement les idées les plus simples aux ouvriers ou aux paysans les plus arriérés et les plus ignorants, et n'éprouver en faisant cela aucune lassitude ; dans ce cas, il s'agit de mettre en mouvement des couches nouvelles. Mais quel malheur, lorsqu'il faut démontrer et expliquer des idées élémentaires à des gens dont le cerveau a été laminé par la presse bureaucratique. Que faire avec les « chefs », qui n'ont pas d'arguments logiques à leur disposition, mais qui ont, par contre, sous la main un répertoire d'injures internationales ? Les positions fondamentales du marxisme sont qualifiées à l'aide d'un seul et unique terme : « contre-révolution » ! Ce mot est terriblement dévalué dans la bouche de ceux qui jusqu'à présent, en tout cas, n'ont démontré en rien leur capacité à faire la révolution. Mais, qu'en est-il des décisions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ? La bureaucratie stalinienne les reconnaît-elle, oui ou non ?

La III^e Internationale et le Front unique ouvrier contre le capital

Les documents sont bien vivants et ont conservé toute leur signification jusqu'à ce jour. J'en extrais — car ils sont très nombreux — les thèses que j'avais élaborées entre le III^e et le IV^e Congrès pour le Parti communiste français (1). Elles avaient été adoptées par le Bureau politique du Parti communiste russe et le Comité exécutif de l'Internationale communiste, et publiées à cette époque en différentes langues dans les organes communistes. Nous reproduisons textuellement la partie des thèses qui est consacrée à l'argumentation et à la défense de la politique de front unique :

« ... Il est tout à fait évident que l'activité du prolétariat en tant que classe ne cesse pas pendant la période préparatoire à la révolution. Les conflits avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec le pouvoir d'État,

à l'initiative de l'un ou de l'autre camp, se succèdent. Dans ces conflits, dans la mesure où ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, ou de sa majorité, ou de l'une ou l'autre de ses parties, les masses ouvrières ressentent la nécessité de l'unité d'action... Le parti qui s'oppose mécaniquement à cette nécessité... sera inévitablement condamné dans la conscience des ouvriers.

Le problème du front unique naît de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital, malgré la scission inévitable à notre époque des organisations politiques qui s'appuient sur la classe ouvrière. Celui qui ne comprend pas cette tâche considère le parti comme une association propagandiste, et non comme une organisation d'actions de masse.

Si le Parti communiste n'avait pas rompu radicalement et définitivement avec la social-démocratie, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Si le Parti communiste n'avait pas cherché les moyens organisationnels afin de rendre possibles à chaque instant des actions communes et coordonnées entre les masses ouvrières communistes et non communistes (y compris social-démocrates), il aurait par là même manifesté son incapacité à gagner la majorité de la classe ouvrière sur la base d'actions de masse.

Il ne suffit pas de séparer les communistes des réformistes, ni de les lier par une discipline organisationnelle ; il faut que cette organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans tous les domaines de sa lutte réelle.

C'est la deuxième lettre de l'ABC du communisme.

Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières ou inclut-il également les chefs opportunistes ? Le fait même de poser cette question est le fruit d'un malentendu. Si nous pouvions rassembler simplement les masses ouvrières autour de notre drapeau... sans passer par les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait mieux évidemment. Mais alors, la

1. Les rapports de Trotsky sur la situation française ont été présentés au Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste qui s'était tenu du 21 février au 4 mars 1922.

question même du front unique ne se poserait pas sous sa forme actuelle.

En dehors de toutes autres considérations, nous avons intérêt à attirer les réformistes hors de leurs repaires et à les placer à côté de nous, face aux masses combattantes. En appliquant cette tactique juste, nous ne pouvons qu'y gagner. Le communiste qui a des doutes ou des appréhensions sur ce point est semblable au nageur qui a adopté les thèses sur la meilleure façon de nager, mais qui n'ose pas se jeter à l'eau.

En concluant un accord avec d'autres organisations, nous nous imposons, évidemment, une certaine discipline d'action.

Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Au cas où les réformistes freinent la lutte au détriment évident du mouvement pour contrebalancer la situation et l'état d'esprit des masses, nous conservons toujours, en tant qu'organisation indépendante, le droit de mener la lutte jusqu'au bout et sans nos demi-alliés temporaires.

On ne peut voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes qu'en se plaçant du point de vue du journaliste qui pense s'éloigner du réformisme, quand, sans sortir de sa salle de rédaction, il le critique toujours dans les mêmes termes, et qui craint de l'affronter devant les masses ouvrières et de donner à ces dernières la possibilité de juger les communistes et les réformistes dans des conditions d'égalité, celles de la lutte de masse. Cette peur prétendument révolutionnaire du « rapprochement » dissimule fondamentalement une passivité politique qui s'efforce de conserver un ordre des choses, où les communistes et les réformistes ont leurs sphères d'influence nettement délimitées, leurs habitués à leurs réunions, leur presse, et où tout cela crée l'illusion d'une lutte politique sérieuse.

Sur la question du front unique, nous voyons se dessiner une tendance passive et indécise, masquée par une intransigeance verbale. Dès l'abord, le paradoxe suivant saute aux yeux : les éléments droitiers du parti avec leurs tendances centristes et pacifistes... apparaissent comme les adversaires les plus irréductibles du front unique, en se dissimulant derrière le drapeau de l'intransigeance révolutionnaire. Inversement, les éléments qui... dans les moments les plus difficiles étaient entièrement sur les positions de la III^e Internationale, interviennent aujourd'hui en faveur du front unique. En fait, aujourd'hui ce sont les partisans d'une tactique passive et attentiste qui interviennent sous le masque d'une intransigeance pseudo-révolutionnaire. » (2)

Ne dirait-on pas que ces lignes ont été écrites aujourd'hui contre Staline*, Manouïlsky*, Thaelmann*, Remmele*, Neumann* ? En fait, elles ont été écrites il y a dix ans contre Frossard, Cachin, Charles Rappoport, Daniel Renoult (3) et d'autres opportunistes français qui se cachaient derrière des formules ultragauches. Est-ce que les thèses citées — cette question nous la posons carrément à la bureaucratie stalinienne — étaient déjà « contre-révolutionnaires »,

lorsqu'elles étaient l'expression de la politique du Bureau politique russe, dirigé par Lénine, et qu'elles définissaient la politique de l'Internationale communiste ? Qu'on n'essaye pas de nous répondre que depuis les conditions ont changé : il ne s'agit pas de question conjoncturelle mais, comme il est dit dans les textes mêmes, de « l'ABC du marxisme ».

Il y a dix ans, l'Internationale communiste expliquait ainsi le fond de la politique de front unique : le Parti communiste montre dans les faits aux masses et à leurs organisations, qu'il est prêt à lutter avec elles même pour les objectifs les plus modestes, à condition qu'ils aillent dans le sens du développement historique du prolétariat ; le Parti communiste dans cette lutte tient compte, à chaque moment, de l'état d'esprit réel de la classe ; il s'adresse non seulement aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; devant les masses, il oblige les organisations réformistes à prendre publiquement position sur les tâches réelles de la lutte des classes. La politique de front unique accélère la prise de conscience révolutionnaire de la classe, en découvrant dans les faits que ce n'est pas la volonté de scission du Parti communiste, mais le sabotage conscient des chefs de la social-démocratie qui sape la lutte commune. Il est évident que ces idées n'ont en rien vieilli.

La fable du singe atteint de myopie

Comment donc expliquer que l'Internationale communiste a renoncé à la politique de front unique ? Par les échecs et les fiascos qu'a connus cette politique dans le passé. Si ces échecs, dont les causes résident non dans la politique mais dans les hommes politiques, avaient été en leur temps mis en évidence, analysés, étudiés, le Parti communiste allemand aurait été parfaitement armé face à la situation actuelle, tant d'un point de vue stratégique que tactique. Mais la bureaucratie stalinienne a agi comme le singe atteint de myopie dans la fable : ayant mis ses lunettes sur la queue et les ayant nettoyées sans résultat, il décida qu'elles ne servaient à rien et les brisa contre une pierre. Chacun agit comme il l'entend, mais ce n'est pas la faute des lunettes.

2. Extrait de la lettre du Comité exécutif de l'Internationale communiste au Comité central du Parti Communiste-SFIC (Section française de l'Internationale communiste) du 15 mai 1922. Le texte est reproduit dans Léon Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*, vol. 2, New Park Publications, 1974, pp. 124-132.

3. Trotsky cite une série d'opportunistes français : Louis-Olivier Frossard (1889-1946) passe du PS-SFIO au PC-SFIC pour revenir à la SFIO dont il démissionne en 1935 ; il finit ministre du Travail dans le premier gouvernement Pétain en 1940. Marcel Cachin (1869-1958), député du PS-SFIO, rallié à l'union nationale en 1914, adhère par opportunisme au PC-SFIC à sa création en 1920 ; il suit sans états d'âme tous les « tournants » staliniens. Charles Rappoport (1865-1941) et Daniel Renoult (1880-1958) participent à la fondation du PC-SFIC. Comme Cachin, Renoult restera fidèle au stalinisme. Les grandes purges staliniennes pousseront Rappoport à la démission en 1938.

Les erreurs dans la politique de front unique étaient de deux sortes. Le plus souvent, les organes dirigeants du Parti communiste s'adressaient aux réformistes, en proposant une lutte commune sur des mots d'ordre radicaux, ne découlant pas de la situation et ne correspondant pas au niveau de conscience des masses. Ces propositions étaient des coups tirés à blanc. Les masses restaient extérieures, les dirigeants réformistes interprétaient la proposition des communistes comme une intrigue visant à détruire la social-démocratie. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une application purement formelle de la politique de front unique, et qui ne dépassait pas le stade des déclarations ; de fait, dans son essence même, elle ne peut donner de résultats que sur la base d'une appréciation réaliste de la situation et de l'état des masses. L'arme des « lettres ouvertes », trop fréquemment et mal utilisée, s'est enrayée et il a fallu y renoncer.

Un autre type de déformation a pris un caractère beaucoup plus fatal. Entre les mains de la direction stalinienne, la politique de front unique se transformait en une recherche d'alliances au prix de l'abandon de l'indépendance du Parti communiste. En s'appuyant sur Moscou et se croyant tout-puissants, les bureaucrates de l'Internationale communiste ont cru sérieusement qu'ils pouvaient commander aux masses, leur imposer un itinéraire, freiner le mouvement agraire et les grèves en Chine, acheter l'alliance avec Tchang Kai-chek au prix de l'abandon de la politique indépendante du Parti communiste, réduire la bureaucratie des trade-unions, principaux supports de l'impérialisme britannique, derrière une table de banquet à Londres ou dans les stations thermales du Caucase, transformer les bourgeois croates, comme Raditch, en communistes, etc., etc. (4). De plus, cela

partait des meilleures intentions du monde : accélérer le développement en faisant à la place des masses ce pour quoi elles n'étaient pas encore mûres. Il n'est pas inutile de rappeler que dans toute une série de pays, en particulier en Autriche, les bureaucrates de l'Internationale communiste se sont efforcés dans la dernière période de créer à partir du sommet, de façon artificielle, une social-démocratie « de gauche » qui devait servir de pont vers le communisme. Cette mascarade n'a également conduit qu'à des échecs. Les résultats de toutes ces expériences et aventures ont été invariablement catastrophiques. Le mouvement révolutionnaire mondial a été rejeté en arrière de plusieurs années.

C'est alors que Manouïlsky décida de briser les lunettes, et Kuusinen (5), pour ne plus se tromper, proclama tout le monde fasciste à l'exception de lui-même et de ses amis. Aujourd'hui, l'affaire est plus simple et plus claire, et désormais, il ne peut plus y avoir d'erreurs. Quel front unique peut-il y avoir avec des « social-fascistes » contre des national-fascistes, ou avec des « social-fascistes de gauche » contre des « social-fascistes de droite » ? Ayant ainsi décrit au-dessus de nos têtes un virage à 180 degrés, la bureaucratie stalinienne s'est vue forcée de déclarer contre-révolutionnaires les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale.

4. Voir la note 5 p. 24.

5. Otto Kuusinen (1881-1964) est un des fondateurs du PC finlandais. Membre de la direction de l'Internationale communiste, il suit fidèlement les zigzags de la politique stalinienne.